



Débrayage aux AGF (Allianz) contre le "plan de compétitivité"

AFP

le 21/05/2008 à 17:19

Quelque 2.200 salariés des AGF, soit 30% des effectifs, selon la direction, 3.000 selon les syndicats, ont débrayé mercredi durant une heure contre un "plan de compétitivité" qui prévoit notamment la fermeture en 2009 de quatre sites en France employant au total 200 personnes.

Le plan de la compagnie d'assurances comprend également la formation d'ici à 2011 de 2.000 des 13.000 salariés en France à de nouveaux métiers au sein du groupe, racheté en 2007 par le géant allemand Allianz.

Les syndicats ont reçu à la mi-mai un rapport d'expertise préliminaire, commandé par le comité d'entreprise à la suite de l'annonce du plan en février. "Il souligne le poids des frais de structure mais nous considérons que c'est la gestion de l'entreprise orientée vers la rentabilité qui nuit à notre développement", a expliqué à l'AFP Jean-Jacques Cette, secrétaire CFDT du comité d'entreprise.

"Nous attendons que la direction nous écoute", a-t-il ajouté.

Des rassemblements se sont tenus en fin de matinée devant les sites à l'appel des syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO et CGT, au moment où se tenait l'assemblée générale des actionnaires d'Allianz à Munich.

D'après M. Cette qui y assistait, la direction a été interpellée sur la situation française et a affirmé qu'elle s'efforcera de trouver des solutions dans le cadre du dialogue social.

Pour la direction française, "une fois que nous aurons le rapport définitif des experts, d'ici peu, il n'est pas exclu que nous améliorions le plan", a déclaré à l'AFP François Thomazeau, directeur général délégué d'AGF.

"Nous sommes d'accord avec les experts sur la situation de l'entreprise et la nécessité d'agir rapidement. Le rapport préconise simplement quelques ajustements dans la spécialisation que nous visons pour tel ou tel site", a-t-il précisé.

Quatre sites de gestion, à Reims, Grenoble, Nice et Montpellier, doivent fermer, sans licenciement sec. Il restera neuf sites de gestion en province et six en région parisienne, qui vont être spécialisés selon le modèle mis en place partout en Europe par Allianz.

Selon la CFTC, ce sont bien plus de 200 salariés dont l'emploi est remis en cause car sur les autres sites de gestion, "c'est comme si on demandait à un plombier de devenir boulanger". "Des salariés vont être amenés à partir dans le cadre d'un accord de GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) signé récemment", estime Jean-Michel Vergnes (CFTC).

L'ARGUS DE L'ASSURANCE

AGF : forte mobilisation à l'appel des syndicats

21/05/2008

L'appel au débrayage d'une heure, ce matin de 11h à 12h (heure à laquelle les actionnaires se réunissaient à Munich) sur les sites des AGF a été suivi par de nombreux salariés.

Rue de Richelieu à Paris, les premières estimations parlent de 300 à 400 collaborateurs réunis.

La direction confirme un taux de participation très significatif à l'échelle nationale, de l'ordre de 30% de l'ensemble des salariés, avec une participation très forte, de 70 à 90%, sur les sites appelés à fermer.

Ces manifestations se sont déroulées dans le calme. Aucune réunion n'a eu lieu entre syndicats et direction à l'issue de ce débrayage. « Les salariés expriment une inquiétude que nous entendons tout à fait. Maintenant, il faut que le processus se poursuive », commentait ce soir François Thomazeau, Directeur général délégué d'AGF France.

D'autres actions sont prévues prochainement, le 28 mai par exemple sur le site de Reims (destiné à fermer), à l'initiative de la CFTC.

Les organisations syndicales et les salariés s'opposent au plan de réorganisation présenté par leur direction en février dernier.